

"Esquisse d'une filmographie sur le CPE"

La mobilisation contre le CPE (Contrat Première Embauche) dont le point culminant fut atteint au printemps 2006, a engendré chez les étudiants des pratiques cinématographiques visant dans un premier temps à rendre compte de la lutte, à l'encourager ou à l'organiser. Ces films qui circulent aujourd'hui, distribués par des réseaux militants ou indépendants, nous apportent des regards variés sur l'éclosion et la fin de ce mouvement, et une matière à réflexion pour alimenter d'autres luttes.

La contestation au CPE commence dès le mois de janvier 2006, quand le premier ministre Dominique de Villepin tente d'ajouter cette mesure au CNE (Contrat Nouvelle Embauche) adopté en août 2005. L'opposition proteste, les syndicats étudiants appellent à une manifestation contre le CPE le 7 février. Elle rassemblera 400 000 personnes dans toute la France (selon les syndicats). D'autres manifestations ont lieu après l'adoption de la loi à l'Assemblée Nationale auxquelles ont vu progressivement se joindre les salariés, tandis que les blocages se mettent en place dans les universités. Le mois de mars va voir l'extension et le durcissement du mouvement, tandis que le gouvernement refuse tout dialogue : les manifestations étudiantes sont de plus en plus importantes et rencontrent le soutien de l'opinion et des syndicats de salariés.

Le 31 mars, lors d'une allocution télévisée, le président de la République Jacques Chirac demande au gouvernement deux modifications de la loi : de réduire la période d'essai de deux ans à un an et d'inscrivant "le droit du jeune salarié à connaître les raisons" d'une éventuelle rupture de contrat.

La mobilisation se poursuit dans toute la France, on assiste à des blocages de routes, voies ferrées, jusqu'au 10 avril, où l'annonce est faite d'une nouvelle loi supprimant le CPE (article 8 de la loi sur « l'égalité des chances »). Ce recul du gouvernement va entraîner la fin du mouvement, entre démobilisation et affrontements des grévistes avec les étudiants anti-blocages.

Au cœur des universités des étudiants, en cinéma ou non, prennent en charge l'enregistrement du conflit. La présence des caméras est discutée avec les grévistes ou votée en AG, le matériel parfois fournis par les établissements en grève. Les approches sont très différentes en fonction des facultés concernées (Toulouse, Caen ou Strasbourg pour les films les plus connus). A Toulouse (*Il s'agit de ne pas se rendre* de Naima Bouferkas et Nicolas Potin), le tournage est clairement envisagé dans la lignée de l'Agit-prop et des Cinétracts. Les films-tracts des actions spectaculaire des étudiants du Mirail (occupation de locaux administratifs, blocage d'une voie ferrée, rassemblement devant le commissariat pour exiger la libération de manifestants, tentative d'invasion d'un centre commercial, dégradation d'une boîte d'intérim...) sont projetés une fois par semaine aux grévistes, à tout moment conscient de la présence de la caméra, pour discuter des modalités de la lutte, mobiliser les non-grévistes, dénoncer les manœuvres de l'administration et des anti-blocage. Si ce n'est qu'après la fin du conflit que les rushes sont montées dans l'optique d'un long métrage sur la mobilisation, le film fini – qui a été longuement retravaillé suite aux réactions des spectateurs aux projections successives – se lit comme une action politique menée au sein du mouvement anti-CPE, une contribution de militants ayant fait grève la caméra au poing.

Les deux autres films – (*G*)*rêve général(e)* de Daniela de Felice et Matthieu Chatellier et *Rêve général* de Julia Laurenceau, tournés respectivement à Caen et Strasbourg – s'ils ont également été tournés du côté des étudiants mobilisés, sont dans le fond et la forme bien loin du militantisme des toulousains. Produits de façon plus classique (*Il s'agit de ne pas se rendre* a été entièrement autoproduit), ces films n'ont pu sortir que bien après la fin de la grève et n'avaient donc pas de soucis d'information, d'efficacité immédiate ou de propagande. (*G*)*rêve général(e)* premier long métrage de deux réalisateurs professionnels « intégrés » à la vie de la fac, se fait bien plus la chronique d'une fac occupée (filmée du point de vue des occupants), laissant une large part aux questions quotidiennes (achat et gestion de la nourriture, consommation ou non d'alcool dans la fac...). Le film, bien que de réalisateurs extérieurs au

milieu universitaire, est celui d'étudiants découvrant la lutte à mesure qu'ils s'y impliquent, formant, au fil des jours de grève et de tournage, une pensée politique et critique (voire cinématographique) de cette lutte. Jour après jour, le film qui se construit est moins un outil de réflexion sur la manière de mener les luttes au sein de l'université qu'un document sur comment, en ce printemps 2006, le CPE servit de formation politique à des milliers d'étudiants. *Rêve général* est lui aussi loin du film militant. Ce n'est, à vrai dire, même pas vraiment un film sur le CPE. Si la lutte des étudiants pour le retrait du Contrat Première Embauche est bien présente, c'est comme point de départ et non comme sujet. Le CPE est prétexte à l'éclosion d'un questionnement politique, qui se laisse rapidement dépasser par les revendications propres au mouvement de mars – avril 2006. Comment les étudiants, qui se sont engagés dans cette lutte, traduisent-ils ce militantisme dans leur travail, leur vie quotidienne, la création d'associations... ? L'impact de la mobilisation contre le CPE dépasse le cadre étudiantin, comme l'a prouvé le large soutien qu'a rencontré ce mouvement.

Mais qu'en reste-t-il trois ans plus tard quand le mouvement de plus de quatre mois des enseignants-chercheurs et des étudiants contre la masterisation des concours et pour l'abrogation de la LRU se termine dans un silence médiatique assourdissant et un mépris total du gouvernement ?

Des films présentés ici (qui ne constituent qu'une partie des nombreux films tournés pendant ce mouvement - les autres n'étant pas encore parvenus jusqu'à nous), seul *Il s'agit de ne pas se rendre* (qui a auparavant déjà beaucoup circulé de festivals en universités et dans les salles de cinéma en France – au Ciné 104 à Pantin et au Magic cinéma de Bobigny – et dans les facs occupées en Italie à l'automne 2008) a semblé correspondre aux besoins et désirs des étudiants dans le cadre de débats sur la lutte en cours (projections dans des facultés grévistes dans le Nord-Pas-de-Calais et la région parisienne), offrant des questionnements et des réponses militantes et permettant une réflexion sur les limites du mouvement au moment de s'engager dans une nouvelle lutte.

Catherine Roudé
Juin 2009